



Conseil économique et social

Distr. limitée
26 juillet 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 14 g) de l'ordre du jour

**Questions sociales et questions relatives aux droits
de l'homme : droits de l'homme**

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution E/2012/L.24, intitulé « Rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels »

**État présenté par le Secrétaire général en application
de l'article 31 du Règlement intérieur du Conseil
économique et social**

I. Introduction

1. À sa quarante-septième session, en novembre 2011, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels s'est déclaré une fois encore préoccupé par l'arriéré persistant des rapports en attente d'examen. C'est ainsi qu'il a sollicité, par le biais d'un projet de décision consigné dans son rapport annuel (E/2012/22), l'octroi d'une semaine supplémentaire par session au cours de la période 2013-2014, ainsi que l'élargissement à 10 membres, au lieu des 5 actuels, de la composition du groupe de travail d'avant session.

2. Il convient de rappeler que la même préoccupation avait été exprimée dans le rapport du Comité sur ses quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions (E/2011/22). Par sa décision 2011/279, le Conseil économique et social avait décidé de reporter de nouveau à sa session de fond de 2012 l'examen des recommandations figurant dans le rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels. Le présent état sur les incidences du budget-programme est soumis en relation avec les dispositions du projet de résolution E/2012/L.24, conformément à l'article 31 du Règlement intérieur du Conseil.



II. Demandes formulées dans le projet de résolution

3. Aux termes du paragraphe 1 du projet de résolution E/2012/L.24, le Conseil économique et social approuverait à titre temporaire et sans préjudice du processus intergouvernemental de l'Assemblée générale visant à renforcer et à améliorer le fonctionnement effectif de l'ensemble des organes conventionnels chargés des droits de l'homme la prolongation d'une semaine de la deuxième session annuelle de 2013 et de la première session annuelle de 2014 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, soit un total de deux semaines de temps de réunion supplémentaire, pour qu'il puisse examiner les rapports des États parties en vue de réduire l'arriéré, et approuverait également la participation d'un maximum de 10 membres du Comité aux deux réunions que le groupe de travail d'avant session tiendrait en 2013 afin de préparer l'examen de rapports supplémentaires.

III. Rapport entre les demandes formulées et le programme de travail pour l'exercice biennal 2012-2013

4. Les activités à réaliser se rapportent à la partie B [Gestion des conférences (Genève)] du programme 1 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), au sous-programme 2 (Appui aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme) du programme 19 (Droits de l'homme) du cadre stratégique pour la période 2012-2013. Elles se rapportent également aux chapitres 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), 24 (Droits de l'homme) et 29E [Administration (Genève)] du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013 et du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015.

5. Des crédits ont été inscrits dans le budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013 au titre des frais de voyage et de l'indemnité journalière de subsistance des 18 membres du Comité, en vue de leur participation à chacune de ses deux sessions annuelles ordinaires, d'une durée de 15 jours chacune et, après chaque session, des frais de voyage et de l'indemnité journalière de subsistance des 5 membres du groupe de travail d'avant session, en vue de leur participation à une réunion de 5 jours, ainsi qu'au titre des services fonctionnels, des services de conférence et des services d'appui pour le Comité et le groupe de travail d'avant session.

IV. Activités prévues pour donner suite aux demandes formulées

6. L'ouverture de crédits additionnels préconisée dans le projet de résolution et mentionnée au paragraphe 3 ci-dessus permettrait au Comité d'examiner un plus grand nombre de rapports. Quelque 45 rapports sont actuellement en attente d'examen. Les services de secrétariat dont il dispose en ce moment permettent au Comité d'examiner environ 10 rapports par an, répartis entre deux sessions. En moyenne, 18 nouveaux rapports sont soumis chaque année à l'attention du Comité. De ce fait, l'arriéré de rapports ne s'amenuise pas. Il s'écoule un délai moyen de quatre ans entre la réception d'un rapport et son examen par le Comité. Le temps de réunion supplémentaire et les ressources additionnelles demandés dans le projet de

résolution permettraient au Comité d'examiner environ six rapports supplémentaires par an.

7. Si le Conseil économique et social approuvait le projet de résolution E/2012/L.24, des ressources supplémentaires seraient nécessaires pour financer un poste P-3 pendant 6 mois, soit 4 mois en 2013 et 2 mois en 2014. Le titulaire de ce poste s'acquitterait des tâches suivantes : mener des travaux de recherche et d'analyse; aider le Comité à élaborer des listes de questions et à formuler ses observations finales, en tenant compte de la jurisprudence du Comité et de celle des autres instances internationales et régionales; assister le rapporteur du Comité; mettre au point le texte définitif, selon que de besoin; et assurer, le cas échéant, le suivi et le service des réunions du Comité.

8. Une documentation supplémentaire serait également nécessaire pour la période de deux ans, à raison de 760 pages avant les sessions, 90 pages pendant les sessions et 90 pages après les sessions (réparties entre les deux sessions de 2013 et 2014), dans les différentes langues de travail du Comité.

9. Le temps de réunion supplémentaire n'occasionnerait pas de frais additionnels. Toutefois, le paiement de l'indemnité journalière de subsistance pendant une semaine supplémentaire serait nécessaire pour les 18 membres du Comité. Une indemnité journalière de subsistance serait également nécessaire pour cinq membres supplémentaires du groupe de travail d'avant session, qui compte actuellement cinq membres.

V. Montants estimatifs des ressources nécessaires

Ressources nécessaires au titre des services de conférence

10. D'après les estimations, des ressources supplémentaires d'un montant de 1 122 300 dollars sont à prévoir au titre des services de conférence, dont 1 116 500 dollars à inscrire au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 5 800 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)], selon la répartition suivante : a) un montant de 817 000 dollars pour 2013, dont 814 100 dollars à inscrire au chapitre 2 et 2 900 dollars au chapitre 29E, serait nécessaire au titre du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013; et b) un montant de 305 300 dollars pour 2014, dont 302 400 dollars à inscrire au chapitre 2 et 2 900 dollars au chapitre 29E, serait nécessaire au titre du projet de budget pour l'exercice biennal 2014-2015.

Dépenses autres que les dépenses relatives aux services de conférence

11. D'après les estimations, des ressources au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions), équivalant à quatre mois de travail à la classe P-3, sont à prévoir, soit 61 500 dollars pour 2013 et 30 800 dollars pour 2014. Le montant de 61 500 dollars serait nécessaire au titre du chapitre 24 (Droits de l'homme) du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013, tandis que le solde de 30 800 dollars, destiné à couvrir une période de deux mois, serait à inscrire au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015.

12. Un montant supplémentaire de 69 300 dollars par an serait nécessaire au titre du paiement de l'indemnité journalière de subsistance de 18 membres du Comité pendant une semaine supplémentaire par session. Un montant de 38 500 dollars

serait à inscrire au titre de l'indemnité journalière de subsistance de cinq membres supplémentaires en vue de leur participation aux deux réunions d'avant session du groupe de travail prévues pour 2013. En conséquence, un montant de 107 800 dollars serait nécessaire au titre du chapitre 24 (Droits de l'homme) du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013, tandis que les crédits demandés pour 2014, d'un montant de 69 300 dollars, seraient à inscrire au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015.

13. En outre, il est demandé au titre du chapitre 37 (Contributions du personnel) un montant de 8 700 dollars (5 800 dollars pour 2013 et 2 900 dollars pour 2014), qui sera compensé par l'inscription d'un montant identique au chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

14. Si le Conseil économique et social adoptait le projet de résolution E/2012/L.14, le montant total des ressources additionnelles nécessaires pour éliminer l'arriéré de 12 rapports s'élèverait à 1 391 700 dollars, comme il apparaît dans le tableau ci-après. Un montant de 986 300 dollars serait nécessaire au titre du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013. Des crédits de 405 400 dollars destinés à couvrir les dépenses de 2014 devraient être envisagés dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015.

(En dollars des États-Unis)

	2013	2014	Total
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Interprétation	58 300	58 300	116 600
Traitement de la documentation	755 800	244 100	999 900
Total	814 100	302 400	1 116 500
Chapitre 24 (Droits de l'homme)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3, pendant 6 mois)	61 500	30 800	92 300
Indemnité journalière de subsistance pour 18 membres pendant une semaine supplémentaire par session	69 300	69 300	138 600
Indemnité journalière de subsistance pour 5 membres supplémentaires (2 réunions d'avant session pendant 1 semaine, en 2013)	38 500	—	38 500
Total	169 300	100 100	269 400
Chapitre 29E [Administration (Genève)]			
Ressources demandées au titre des services d'appui	2 900	2 900	5 800
Total	2 900	2 900	5 800
Total général	986 300	405 400	1 391 700

VI. Possibilité de financement au moyen des crédits déjà ouverts

15. Rien n'est prévu dans le projet de budget-programme de l'exercice 2012-2013 pour financer, en 2013, les crédits additionnels de 986 300 dollars, qui ne devraient pas pouvoir être financés par des ressources du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013.

16. En conséquence, si le Conseil adoptait le projet de résolution E/2012/L.24, l'ouverture d'un crédit supplémentaire d'un montant de 986 300 dollars, dont 814 100 dollars au titre du chapitre 2, 169 300 dollars au titre du chapitre 24 et 2 900 dollars au titre du chapitre 29E, sera nécessaire, en sus des crédits déjà approuvés pour le budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013.

VII. Fonds de réserve

17. Il convient de rappeler que, conformément à la procédure arrêtée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211, un fonds de réserve est constitué pour chaque exercice biennal pour financer les dépenses additionnelles résultant de décisions d'organes délibérants pour lesquelles aucun crédit n'est prévu au budget-programme. En application de cette procédure, si les dépenses additionnelles proposées sont supérieures aux ressources du fonds de réserve, les activités envisagées ne peuvent être exécutées que moyennant une réaffectation des crédits pour des activités de moindre priorité ou la modification d'activités en cours.

18. Il n'est pas possible, à ce stade, de trouver aux chapitres 2, 24 et 29E du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013 des activités qui pourraient être réduites, reportées, supprimées ou modifiées de façon à financer le montant net des ressources additionnelles nécessaires, soit 986 300 dollars. Bien qu'il ne soit pas actuellement possible de financer les crédits supplémentaires demandés, le Secrétariat s'efforcera dans les mois à venir de trouver des activités dont les ressources pourraient être réaffectées pour couvrir les dépenses additionnelles nécessaires au fonctionnement du Comité au cours de l'exercice biennal 2012-2013 et en informera l'Assemblée générale à sa soixante-septième session, dans le cadre des prévisions révisées issues des résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2012.

VIII. Résumé

19. Si le Conseil économique et social adoptait le projet de résolution E/2012/L.24, des ressources additionnelles d'un montant total de 986 300 dollars seraient nécessaires en 2013 au titre du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013, dont 814 100 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), 169 300 dollars au titre du chapitre 24 (Droits de l'homme) et 2 900 dollars au titre du chapitre 29E [Administration (Genève)]. Un crédit de 405 400 dollars pour 2014 serait envisagé dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice 2014-2015.

20. Il serait également demandé, au titre du chapitre 37 (Contributions du personnel), un montant de 8 700 dollars (5 800 dollars pour 2013 et 2 900 dollars pour 2014), qui serait compensé par l'inscription d'un montant identique au chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).
